

AKTUELL

JUSTICE FISCALE

La mauvaise réputation

Luc Caregari

Classé sixième au « Financial Secrecy Index » de l'ONG Tax Justice Network, le grand-duché est désormais dans la catégorie des « peut mieux faire » - une amélioration certes, dont la durabilité est tout de même soumise à quelques doutes.

Hasard du calendrier ? Alors qu'il y a quelques jours, une pétition pas trop sérieuse déposée à la Chambre qui revendiquait que le Luxembourg se lance dans la construction de sa propre « Étoile de la mort » copiée de la saga « Star Wars » avait provoqué l'hilarité des internautes, le nouveau « Financial Secrecy Index » déclare que le Luxembourg n'est justement plus la « Death Star » du secret fiscal. Une nette amélioration donc constatée par l'ONG Tax Justice Network (TJN), habituellement très tatillonne avec ses évaluations. Selon elle, cette notation plus positive - voire moins négative - serait le fruit des efforts entrepris entre 2013

et 2015, notamment sous la pression du scandale Luxleaks, mais aussi due au « climat international général en faveur de la transparence ». Le fait que « l'architecte » de la place financière Jean-Claude Juncker a accédé au poste de président de la Commission européenne et doit désormais du moins mimer le combattant pour plus de justice fiscale y est sûrement pour quelque chose aussi.

Changements relatifs

Pourtant, selon TJN, les améliorations déjà notées en 2015 (avec un peu plus de retenue, mais nettement plus flatteuses que ne l'étaient encore celles de l'édition de 2013), n'auraient pas continué jusqu'en 2018. Certes, le grand-duché s'est engagé dans le projet BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) de l'OCDE et s'est illustré par des efforts surtout pendant la présidence européenne de 2015. Pourtant TJN qualifie les améliorations de « relatives », et cela pour plusieurs rai-

sons qui ne devraient pas surprendre les connaisseurs de la place. Le Freeport se retrouve ainsi dans le viseur de l'ONG, parce qu'il permet « d'accueillir des activités financières et autres qui provoquent des illégalités et des abus autre part » - le propre de cette institution aux débuts sulfureux étant de garantir l'opacité de ses contenus. Une critique en règle que certains - dont le Tageblatt, qui a porté l'index sur sa une - trouvent trop vague. Reste à savoir comment concrètement critiquer une institution dont le but est de ne rien révéler.

Autre élément dans le collimateur : les RAIF (Reserved Alternative Investment Funds), ces instruments financiers qui selon l'association de l'industrie des fonds Alfi ne s'adressent qu'à des investisseurs « bien informés », ont le grand avantage de ne pas avoir besoin de l'approbation de la Commission de surveillance du secteur financier. Ce qui permet donc à leurs investisseurs de cacher et leur identité et leur fortune.

En général, TJN critique le fait que même si un certain progrès est indéniable, le Luxembourg est et reste un centre de l'industrie des fonds dont la part ne cesse de croître dans les revenus étatiques et qui ne se montre pas vraiment persuadé de la nécessité d'efforts de diversification économique.

Pour appuyer sa thèse, l'ONG revient aussi sur la mentalité luxembourgeoise, qui préfère ignorer ce qui se passe vraiment dans ses « back offices » et en même temps voir dans toute critique légitime ou illégitime une attaque extérieure animée par la jalousie des voisins. Une mentalité qui n'est pas près de disparaître d'ailleurs, quand on lit et écoute les réactions médiatiques à la publication de l'index de TJN. Alors que pour savoir que l'ONG n'est pas tendre avec les autres pays sur la liste (où nous sommes précédés par la Suisse, les États-Unis, les îles Caïmans, Hong Kong et Singapour - et suivis directement par l'Allemagne), il aurait suffi de cliquer sur les rapports les concernant. Mais il est toujours plus facile de pointer du doigt les autres fautifs que de se mettre en question soi-même.

PFLEGEVERSICHERUNG

Nachsitzen mit Romain Schneider

Thorsten Fuchshuber

Kein guter Start für die Reform der Pflegeversicherung: Dienstleister und das zuständige Ministerium verhandeln öffentlich, was eigentlich bereits vor Inkrafttreten der Reform hätte geklärt werden müssen. Romain Schneider macht dabei keine gute Figur.

Eine schlecht durchgeführte Reform lässt sich auch nicht gut kommunizieren. So könnte man die Debatte um das neue Gesetz zur Pflegeversicherung zusammenfassen, die sich im Laufe der vergangenen Woche entsponnen hat. woxx und RTL-Radio hatten jeweils unter Berufung auf Marc Fischbach, den Präsidenten des Dachverbandes der Pflegedienstleister (Copas), darauf hingewiesen, dass die sogenannten „course-sorties“ abgeschafft worden seien. Dank ihrer konnten bislang Betroffene, die an-

sonsten weitgehend selbständig sind, beim Einkaufen und bei Verwaltungsgängen begleitet werden.

Am Dienstag dann belehrte der für die Reform verantwortliche Minister Romain Schneider auf einer Pressekonferenz darüber, die „course-sorties“ seien „nicht abgeschafft, sondern durch „gardes“ ersetzt worden. Er wundere sich über Fischbachs Kritik. Tags darauf meldete sich die Copas zurück: Die „gardes individuelles“ seien an die häusliche Umgebung gebunden und richteten sich nur an Personen, die generell eine häusliche Hilfe benötigten, nicht jedoch an jene, die autonom genug seien, um in Begleitung gar noch ihre Einkäufe selbst zu besorgen. Dieser Auffassung folge auch die „administration d'évaluation et de contrôle“.

Abilio Fernandes, der Sprecher des Ministers, kommentierte gegenüber

der woxx am Mittwochnachmittag die Aussagen der Copas als „falsch“. Es sei vielmehr zwischen den genannten „gardes individuelles“, die ein Deputat von zwischen 7 und 14 Stunden umfassen und den „gardes en groupe“ zu unterscheiden. Letztere könnten in einem Umfang von bis zu 40 Stunden in einem Foyer oder gemäß einem Umrechnungsschlüssel von 4:1 und damit von bis zu zehn Stunden individueller Hilfe wahrgenommen werden. Der Schlüssel orientiere sich daran, dass das Betreuungspersonal innerhalb von 40 Stunden vier Personen zu betreuen habe - und dies eben kollektiv oder gemäß dem Schlüssel individuell. „Über diese zehn Stunden können die Betroffenen prinzipiell frei verfügen“ so Fernandes gegenüber der woxx. „Spazierengehen, Verwaltungsgänge, Einkaufen - und das immer in Begleitung einer „aide familiale““.

Nicht explizit im Gesetz

Auf Nachfrage, wo man dies im Gesetzestext respektive den Ausführungsbestimmungen nachlesen könne, räumte Fernandes ein, dass Details dort nicht niedergelegt seien: „Das steht nicht explizit im Text.“ Allerdings „auch nicht, dass es verboten

wäre, mit der Person vor die Tür zu gehen“. Zweck der „garde en groupe“ sei es ja gerade, Betroffene vor dem Risiko sozialer Isolierung zu schützen.

Dem Eindruck, Romain Schneider habe auf die jüngste Kritik hin die „course-sorties“ rasch durch die Hintertür wieder eingeführt, widerspricht Fernandes: „Der Minister hat das nicht einfach aus dem Hut gezaubert. Die Texte sind ja gemeinsam mit den Leuten verfasst worden, die heute in der „administration d'évaluation et de contrôle“ sitzen.“ Auch Gewerkschaften und Copas seien in den Gremien anwesend gewesen, in denen deutlich gemacht worden sei, dass Einkaufsgänge und ähnliches weiter gestattet sind. Auf die Kritik von Betroffenen angesprochen, meint Fernandes, es könne sein, dass die Neuerungen nicht optimal kommuniziert worden seien. Das wolle man nun nachholen.

Konkrete Fragen zu Einzelfällen werden von den Leistungsträgern unter der Telefonnummer 27 57 44 55 oder per E-Mail assurancedependance@secu.lu beantwortet. Die Patientevermittlung sammelt indes Probleme und Klagen und bittet Betroffene, sich über info@patientevermittlung.lu, per Telefon 49 14 57-1, oder via Facebook zu melden.